

JEAN LALOY

## *Au-delà d'Helsinki et de Madrid*

Qui veut regarder l'avenir se tourne d'instinct vers le passé. L'anxiété répandue aujourd'hui rappelle l'immédiat après-guerre, lorsque l'Europe occidentale semblait vouée au joug totalitaire. Cependant, que de différences !

En 1945, l'Union soviétique était, pour une grande partie de l'opinion, la puissance de l'avenir. Aujourd'hui c'est l'inverse. Jusqu'aux communistes français qui qualifient l'expérience soviétique de « globalement positive ». Globalement ! Écoutons cependant Soljenitsyne : « Toujours et en tout pays, dit-il en substance, on trouve les quelques milliers de gens nécessaires pour faire régner la terreur. Ce qui arrive à la Pologne peut arriver à tout le monde » (1).

Les circonstances ont changé. Le risque demeure.

« Notre problème, disait récemment Mc George Bundy, est de définir une orientation qui puisse nous unir tous, en combinant force et sagesse. Il n'y a pas de majorité durable pour une politique étrangère à l'égard de l'Union soviétique fondée sur l'hostilité radicale ou sur l'accommodement permanent. Nous avons appris cela lorsque nous avons pris la sage décision de passer de la doctrine Truman au Plan Marshall. Aujourd'hui nous sommes devant la même exigence, devant la même occasion » (2).

Le choix, en juin 1947, était celui de la résistance. Mais on n'atta-

(1) A. SOLJENITSYNE, *Glavny Urok* (La leçon essentielle), 31 décembre 1981, *Vestnik* (*Le messenger*), Paris, n° 135.

(2) Discours à la New York University, 16 octobre 1981, *Survival*, IISS Londres, janvier-février 1982, pp. 24-28.

quait pas de front le communisme, on s'en détournait plutôt pour tenter d'abord de restaurer les sociétés démocratiques. Le reste viendrait par surcroît. Les années qui ont suivi ont été de grandes années. L'horizon semblait ouvert, même si la tâche était difficile. Des crises redoutables en effet sont venues : blocus de Berlin (1948-1949), guerre de Corée (1950-1953), réarmement de l'Allemagne (1950-1955) sans oublier les troubles de la décolonisation, opposant parfois Européens et Américains. Tout cela a été surmonté.

Aujourd'hui, c'est de nouveau l'obscurité. Pour avoir gagné la guerre froide, disait un jour Richard Löwenthal, nous sommes en train de perdre la partie. Entre l'optimisme de Bundy, les avertissements de Soljenitsyne, le pessimisme de Löwenthal, peut-on discerner une voie ?

### *De Metternich à Jean Monnet*

A lire beaucoup d'auteurs contemporains et non des moindres, on pourrait croire que rien n'a changé dans notre monde depuis le cardinal de Richelieu, sinon depuis Thucydide. Les nations défendent leur « indépendance ». Les Etats se proclament « souverains ». Chacun protège ses « intérêts ». Rien de nouveau sous le soleil. Les relations internationales d'aujourd'hui se ramènent-elles vraiment à ce qu'en pensait Metternich après 1815 ? Henry Kissinger lui-même semble en douter aujourd'hui.

Depuis 1945, le monde est soumis en permanence au risque de l'anéantissement instantané de continents entiers, sinon de la planète. Rien ne pourra changer cela. Même si on parvenait à détruire toutes les armes atomiques, on ne détruirait pas la capacité de les fabriquer. Cependant, on s'accroche aux maximes du passé.

En sens inverse, la diffusion universelle de la technique et, avec elle, de la rationalité, le développement de liens innombrables entre les sociétés existantes, des plus archaïques aux plus évoluées, aussi bien liens d'intérêts que liens de fait (voyages, médias, commerce, etc.), font apparaître les premières ébauches d'une société civile internationale.

Prises entre ces phénomènes antinomiques, les nations auraient pu prendre une plus grande conscience de leur solidarité réelle. Ainsi auraient pu naître des institutions susceptibles de s'acquitter des tâches qui dépassent les moyens des Etats nationaux. Il est vrai que des pas en ce sens ont été accomplis depuis 1950 en Europe occidentale, ainsi qu'entre cette Europe et l'Amérique. Mais le processus semble aujourd'hui s'enliser. Ailleurs, il n'existe pas grand-chose. A

l'impasse entre l'Est et l'Ouest qui reste le problème dominant, s'ajoutent les bouillonnements des sociétés récemment affranchies, dont beaucoup ont du mal à sortir d'une sorte d'âge ingrat. Le monde restera-t-il toujours celui de l'anarchie internationale tempérée par le risque d'anéantissement ?

### *Une autre idée du progrès*

Dans l'ordre des idées politiques, la nouveauté n'est pas moindre. La notion de progrès, thème de tous les discours politiques au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, a changé. Plus personne n'ose affirmer que les bienfaits de la science conduiront inmanquablement l'humanité à un avenir radieux. Beaucoup ont compris que le concept d'« avenir radieux nécessaire » est à l'origine des pires tyrannies de notre siècle. Disparaît ainsi l'idée du progrès automatique et absolu, laissant derrière elle un vide que les recettes d'un modeste pragmatisme ne suffiront pas à combler.

Les défis en effet sont énormes : anéantissement brusque ou extinction progressive de la race humaine, pollution envahissante, effets ambivalents de la technique, revendications des pays du Sud, sans parler chez nous de la crise profonde des mœurs et de la culture. Il est difficile de s'en tenir aux méthodes du bon vieux temps. Mais l'esprit d'invention a lui aussi ses limites. Beaucoup ont compris qu'en politique il faut fuir l'absolutisme simplificateur. Il n'existe ni parti, ni politique qui puissent, avec leurs seules forces, prétendre résoudre le mystère de l'histoire.

Cette transformation des esprits ne fait que commencer. Elle est loin d'être universelle. Dans nos sociétés, l'héritage du passé, c'est-à-dire la passion idéologique, est toujours présent. Dans les sociétés affranchies règne encore une grande confusion. Dans les pays soumis au « socialisme scientifique », c'est, sous le poids des appareils, l'attente de la délivrance.

En dépit de ces pesanteurs, on peut se demander si ne se révèlent pas à nos yeux les premiers signes d'une nouvelle époque, celle de l'organisation des rapports internationaux, de l'interdépendance (3), de la création d'institutions supérieures aux États sans lesquelles la vie humaine risque de devenir impossible sur la terre. C'est sans doute la tâche du siècle suivant. Mais elle peut se préparer dès maintenant.

(3) On lira avec fruit sur ce sujet le livre récent de Jacques LESOURNE, *Les mille sentiers de l'avenir*, Paris, Seghers, 1981.

*Victoire sans guerre*

L'une des causes du blocage actuel est sans doute l'impasse entre l'Est et l'Ouest, l'opposition entre les sociétés fondées sur un mythe messianique de moins en moins justifié et celles qui, avec tous leurs défauts, permettent au moins à l'être humain d'échapper au poids des idéologies.

L'impasse est due pour une part aux faiblesses des sociétés libérales. Mais elle s'explique surtout par la nature du régime soviétique dans son état actuel.

Les hommes qui ont lancé le *containment* pensaient que, dûment contenu, le régime soviétique se transformerait. Il n'en a rien été. Confronté au risque de révisionnisme au moment du XX<sup>e</sup> Congrès en 1956, il est parvenu à l'éviter. Depuis 1964, il s'est figé à l'intérieur dans un conservatisme pesant. A l'extérieur, malgré la grande querelle avec Mao Tsé-toung, il a réussi, sous le couvert d'une politique de « détente », à implanter des postes avancés en Asie, en Afrique, en Amérique latine, affirmant ainsi dans les faits et par la puissance des armes sa prétention à une vocation universelle, même si celle-ci se réduit aujourd'hui à une entreprise de domination. L'expansion vers le Sud se combine, en Europe, avec une politique dont le but proclamé est de séparer peu à peu l'Europe des États-Unis, de ruiner en somme le seul résultat positif de l'après-guerre.

En d'autres temps, ces prétentions auraient conduit à une crise belliqueuse. Le risque de conflit atomique a heureusement bloqué cette voie, celle que suivaient les États à l'époque classique. Mais au lieu de s'orienter vers la paix, même lointaine, on s'est laissé guider vers la « coexistence » telle qu'elle est comprise à Moscou, c'est-à-dire une coexistence s'achevant sans guerre par la victoire du système communiste.

Rien n'a été fait jusqu'ici pour opposer à cette politique une autre politique. On a accepté, sans même chercher à le comprendre, l'axiome fallacieux : « Pas d'alternative à la coexistence », qui signifie : « Pas d'alternative à la politique de victoire sans guerre. » On a parlé de « détente, entente et coopération », sans s'interroger sur la nature d'une détente qui repose sur la discorde.

Sommes-nous donc voués à osciller entre ce que M. Mc George Bundy appelle l'hostilité radicale et l'accommodement permanent ?

*Un autre mode de coexistence*

On ne parle ici que de l'Europe, ou plus exactement de l'axe Est-Ouest. Non qu'on néglige le Sud ! Mais d'une part les positions y sont

moins bloquées, d'autre part les responsables soviétiques répètent que dans le monde entier, il n'existe rien d'autre qu'une rivalité entre l'Est et l'Ouest. Celle-ci reste jusqu'à nouvel ordre le problème central.

En Europe plus qu'ailleurs, règne le système de « deux poids deux mesures » : à l'Est, aucune opinion publique dont les dirigeants soient obligés de tenir compte ; à l'Ouest, une opinion ouverte à toutes les influences, non seulement par les moyens d'information mais par les manipulations de toutes sortes. Comment remédier à une telle dissymétrie ? Le problème est celui de la « lutte idéologique » dont M. Gromyko a dit une fois qu'elle était la « condition » du maintien de la détente. Les pays occidentaux sont fondés, semble-t-il, à remettre en cause une situation où l'inégalité est la règle. Mais chacun sait que s'ils bénéficiaient à l'Est de moyens égaux à ceux dont jouissent chez eux l'URSS et le mouvement communiste, ils disposeraient d'un instrument redoutable pour les régimes en place. La faiblesse de ceux-ci leur interdit d'accepter la libre concurrence. Faute de celle-ci, le jeu est truqué, aucune évolution n'est possible d'un côté, tout est perpétuellement en mouvement de l'autre.

Une solution consisterait à distinguer ce qui concerne les États et ce qui concerne les partis, les partis uniques coiffant les États.

S'il doit y avoir « lutte » dans le domaine des idées, c'est-à-dire une discussion ouverte à tous sur la nature des régimes, la vocation des sociétés, les droits des groupes et des individus, que ce soit sur une base de réciprocité ! Mais pour que cette réciprocité ne conduise pas en Europe orientale à une formidable décompression génératrice de troubles, qu'elle s'accompagne, au moins au départ, du respect des positions de sécurité telles qu'elles existent.

On dira qu'une telle proposition n'a aucune chance d'être acceptée telle qu'elle. C'est probable en effet. Mais une politique à long terme n'est pas faite pour être acceptée du premier coup, elle est faite pour donner peu à peu des résultats. Si on consent à confirmer ce qu'à Moscou on appelle « l'état de choses issu de la guerre » moyennant quelques engagements de principe sur la coopération économique ou humanitaire, on fait un marché de dupes (4). Si, au contraire, on distingue la sécurité stratégique (dont on accepte les contraintes même pesantes) de la sécurité idéologique (récusée comme contraire aux intérêts non seulement de l'Occident mais aussi bien du système

(4) Cf. Iouriï JOUKOV, *Pravda*, 5 octobre 1981 : « C'est seulement dans les années soixante-dix, lorsque la corrélation des forces avait changé que, après une lutte acharnée, l'Union soviétique et les pays frères socialistes ont pu obtenir la conclusion d'une série d'accords comportant la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières établies à la suite de la guerre. »

établi à l'Est, car elle suscite à intervalles réguliers des explosions populaires qui risquent de tout remettre en cause), on pose un dilemme réel.

A partir de là, différentes situations peuvent se développer : au départ le blocage est total. Mais, moyennant quelque persévérance, il peut se présenter des occasions : crises de succession, changements de générations, crises économiques, là ou ailleurs. Une politique qui distingue la sécurité des Etats de celle des partis communistes peut éveiller un écho. Elle offre une base de discussion. On sort de la « détente », telle qu'elle a été conçue et appliquée jusqu'ici.

### *Quelques suggestions*

Sur quoi faire porter les discussions ? Moins sur des principes généraux que sur des faits ou plutôt sur un choix. Comment établir entre l'Est et l'Ouest, spécialement sur le continent européen, une sécurité satisfaisante pour les Etats, à condition que, cette sécurité confirmée, les différentes nations puissent évoluer librement, par étapes mais librement, sans que soit invoqué un impératif idéologique dont la valeur universelle est contestée partout, jusqu'à l'intérieur du mouvement communiste.

En pratique cela conduirait à envisager différents modèles de sécurité. Tant que la situation actuelle à l'Est demeure ce qu'elle est, on peut définir au plus quelques règles pour assurer un minimum d'équilibre. A mesure que des progrès apparaissent possibles vers un autre statut des pays de l'Est, on pourrait envisager un dispositif de sécurité plus élaboré, des réductions de forces, etc. Au-delà, dans un avenir encore indéterminé, un autre type de rapports, un autre dispositif que ce qui existe actuellement.

Dans la période actuelle, on ne chercherait à modifier ni la structure ni les engagements de l'alliance de l'Est, on pousserait au rétablissement de rapports normaux entre les Etats membres, indépendamment des considérations de parti. On peut penser à un socialisme laïcisé, désacralisé, à une sorte de NEP intellectuelle et politique. On définit un objectif à long terme et c'est en fonction de cet objectif qu'on apprécie les rapports à établir avec l'URSS dans tous les domaines.

Il s'agit d'une politique pour une longue période, difficile à conduire et qui ne pourrait, pour l'instant, que se heurter à une vive résistance. Mais elle viserait, au-delà des dirigeants, l'opinion publique dans les pays de l'Est, et particulièrement les couches nombreuses qui là-bas souhaitent une évolution des régimes : non une brusque

explosion mais une évolution, la fin de l'arbitraire du parti au pouvoir.

L'esprit de ces suggestions est un peu celui de Soljenitsyne lorsque, dans sa *Lettre aux chefs de l'Union soviétique*, écrite en 1973 avant son bannissement, il proposait de maintenir à l'intérieur du pays un régime d'autorité, pourvu que soit supprimé le carcan idéologique qui paralyse tout progrès. C'est aussi l'esprit dont s'est inspiré le mouvement *Solidarité* en Pologne jusqu'au 13 décembre 1981. On cherche à tenir compte des perspectives mondiales à long terme telles qu'elles ont été esquissées plus haut, et de la situation dangereuse existant actuellement en Europe et dans le monde, pour proposer une autre marche vers le futur que celle entrevue par Marx, il y a plus d'un siècle, et mise en œuvre par Lénine il y a plus de soixante ans avec les résultats que l'on sait. On ne se fait pas d'illusions sur les obstacles. Ils sont nombreux.

Le premier, nous en avons parlé, est que l'URSS ne se laisse pas entraîner dans cette voie. On répond que l'objectif n'est pas d'obtenir son assentiment immédiat. Il s'agit de l'amener peu à peu à transiger ou à envisager de transiger sur certaines de ses positions, en fonction des événements.

On peut dire aussi que des propositions de ce genre risquent de conduire à long terme au départ des forces des Etats-Unis et donc à de grands risques pour l'indépendance de l'Europe occidentale. Ce risque est inhérent à la situation résultant de la guerre. Tant qu'il n'y a pas de changements décisifs dans la situation européenne, différentes précautions peuvent être envisagées pour éviter une évolution de ce genre.

On peut se demander comment évoluerait le problème allemand dans une telle perspective. Il semble qu'il existe un objectif minimum acceptable pour tous : le rétablissement de rapports normaux entre les Allemands de l'Ouest et de l'Est, liberté de déplacement, de communications, etc., sans toucher au statut territorial actuel. Ce serait déjà un résultat considérable.

Ces objections, et beaucoup d'autres qu'une étude approfondie ne peut manquer de faire apparaître, méritent réflexion. Mais on doit tenir compte aussi des avantages probables, dont on peut citer au moins trois.

L'opinion, dans les pays de l'Est, spécialement en Pologne, recevrait le réconfort non seulement des discours ou des secours mais d'un appui permanent, d'un encouragement à long terme.

Les dirigeants dans les pays occidentaux disposeraient d'un instrument leur permettant d'adapter leur politique à la démarche de l'autre partie. C'est en fonction de progrès même tenus dans les relations entre l'URSS et ses alliés européens qu'on réglerait les programmes d'échanges, les facilités de crédit, etc. Surtout, on disposerait d'un moyen de contrôler les négociations sur les rapports entre les deux systèmes de défense. Les progrès dans ce domaine seraient mis en rapport avec ceux qu'on pourrait observer dans l'autre.

Une politique de ce genre aiderait aussi à maintenir l'unité de l'alliance occidentale. La revendication principale de la République fédérale, celle qui concerne sinon la libération des territoires allemands au moins la liberté des citoyens placés sous le contrôle de l'URSS, serait reprise et soutenue par les alliés occidentaux. Du coup, la République fédérale, cessant d'avoir à porter le poids principal des rapports avec l'Est, retrouverait plus d'aisance à l'intérieur du système occidental.

À supposer même que cette politique demeure sans effet pratique, le simple fait de l'avoir proposée aurait des résultats à long terme. Comme on l'a dit plus haut, l'un des traits typiques du monde actuel est l'interdépendance dont l'une des formes est la diffusion de l'information par-dessus toutes les barrières destinées à l'arrêter. Un projet politique, même s'il demeure en suspens, produit des effets du seul fait qu'il est connu.

L'avenir n'appartient à personne. Mais le présent comporte un enseignement. Le régime soviétique ne changera pas de lui-même. La politique fondée sur l'idée que le changement à l'Est se fera en quelque sorte derrière le dos des dirigeants, grâce à un mélange d'échanges commerciaux et de déclarations sur la coexistence, s'est révélée inefficace sinon nuisible.

Une politique se bornant à rétablir les équilibres stratégiques fondamentaux est sans doute nécessaire. Elle n'est pas suffisante.

Le changement à l'Est, s'il se produit jamais, résultera d'un effort persévérant de l'Ouest, fondé sur une politique dont les buts lointains seraient clairement énoncés mais dont les méthodes seraient patientes et progressives.

Le dilemme n'est pas entre la « coexistence » et la « guerre froide » mais entre la « coexistence » et la paix. Une paix fondée au moins sur la réciprocité, peut-être un jour sur la réconciliation.

Nous n'en sommes pas là.